

**CIBLE**

## Désolation

**N**ous l'avons souvent souligné : chaque fois qu'un crime est commis, le gouvernement s'empresse de désigner des coupables, menace d'aggraver les sanctions et souvent passe à l'acte – sans que l'efficacité de ces nouvelles lois répressives soit prouvée.

En revanche, quand survient un accident du travail, il n'y a pas de déplacement du ministre concerné, et Nicolas Sarkozy ne menace pas les responsables réels ou supposés de punitions exemplaires. Il en est de même pour les suicides sur les lieux de travail. Les syndicats nous informent que cinq salariés de France Télécom se sont récemment donnés la mort ce qui porte à 23 le nombre de suicides dans cette entreprise depuis le début de l'année. Les cyniques rétorquent que c'est la moyenne nationale, ce qui porte condamnation de tout un système de « gestion » des salariés : deux salariés de France Télévisions ont tenté de se tuer et Remy Pflimlin a admis que le processus de réorganisation en cours provoquait un trouble profond dans l'entreprise qu'il préside.

On attend que le clan sarkozyste, qui finasse sur la « pénibilité », dénonce la souffrance au travail et annonce un plan de lutte contre toutes les pathologies liées à l'exploitation minutieuse et sadique des salariés.

## MÉDIA

# Internet et la démocratie

Mai 40

**Leçons  
d'une défaite**

p. 6-7

Mondanités

**Le paon  
chez Ève**

p. 2

# Nouvelle Ève et french cancan

**Il y a déjà un bail que Rocard est de la revue. Mais le bonhomme a la vanité si coriace qu'il n'a pas hésité pour ses 80 ans à se remettre en scène dans un show ébouriffant.**

Ce que le satiriste le plus cruel n'aurait pas osé lui infliger, le va-létudinaire se l'est administré lui-même en conviant à son anniversaire, le 20 septembre (1), tout ce que la nébuleuse parisienne compte de rocardiens originels, tardifs, rempaquetés ou repentis. Deux cent vingt silhouettes sont donc venues parader au guignol autour de leur polichinelle fétiche, le personnage politique le plus courant d'air du siècle.

Pour cette solennelle nouba, l'audacieuse intuition de son épouse Sylvie avait fait choisir un cabaret de Pigalle qui eut son heure de gloire : *La Nouvelle Ève*. « Michel, dit-elle, peut tout se permettre aujourd'hui. » Et de fait, ce lupanar fin de siècle rassemble symboliquement deux relatives vertus : d'avoir été l'un des sanctuaires du french cancan, donc le cadre rêvé d'un cancanage à la française, mais aussi une clairière si accueillante aux cuisses de nym-

phes émues qu'un vieux faune y trouverait sa fontaine de jouvence.

Dame Rocard elle-même ne manqua pas, vêtue d'un noir tutu, d'exécuter un petit numéro de danse sur pointes - minois voilé sous un loup mystérieux que son mari lui ôta pour finir, sans doute par égard à la récente loi de transparence faciale laïque et républicaine.

Mais le corps de ballet comprenaient d'autres dames d'extractions diverses, toutes aussi bien montées quant aux pointes : Simone Veil, Sylviane Agacinski, Laurence Parisot, Nicole Notat, voire, muette d'émotion ou de modestie, Françoise Hardy. Ce gracieux arc-en-ciel de féminité politique, intellectuelle et artistique - auquel Martine Aubry absente ajouta une **lettre émouvante** - ourlait de son aura la chatoyante queue du paon Rocard.

S'y déployant en roue alentour, mêlant et conjuguant leurs plumages, le gotha des

réseaux de communication néo-Ségala (Stéphane Fouks), politologie (Jean-Luc Parodi, Gérard Grunberg), constitutionnalistes institués (Guy Carcassonne), lobbies sarkosécuritaires (Alain Bauer), MEDEFistes (Ernest-Antoine Seillière, Laurence Parisot), CFDT canal historique (Nicole Notat, Edmond Maire), ex-PSU ou Deuxième Gauche (Robert Chapuis, Pierre Rosanvallon, Jean-Claude Huchon, Jacques Julliard) escortant Jean Daniel nonagénaire.

Ces pompom-boys aux hâles récents et teintures fraîches, s'étoffaient d'un quarteron de chanteurs (Michel Fugain), chanteurs-casinotiers (Patrick Bruel), fantaisistes à gouaille muselée (Guy Bedos) et d'un comédien (Fabrice Lucchini), qui eut un éclair de lucidité ravageur : « *On me dit de droite, je suis là avec le peuple de gauche* ». À preuve, la présence de Jospin Lionel, félicité par le héros de la soirée d'avoir été « *l'homme du rapprochement des deux gauches* ».

Mais que diable allons-nous faire en cette galère ? Serait-ce pour le seul plaisir de persifler ? Non. C'est que nous conservons une mémoire assez longue pour nous rappeler ce que fut en son temps le PSU, l'élan qu'il prétendait incarner en mettant fin à l'ère coloniale, en laïcisant la CFDT et secouant la gauche assoupie des Faure et Mollet. Julliard a bien raison : au PSU, il y en avait de gauche, de droite et du centre, mais si c'est pour finir d'accord avec Laurence Parisot, se déclarant sans frais ni vergogne, « *largement rocardienne dans (l') approche des relations sociales* », tous noyés dans le même remake de *La croisière s'amuse*...

Tenez, écoutez donc l'octogénaire raconter ses années d'école rue des Feuillantines avec des accents dignes des *Contemplations* (1856). Seulement, Victor Hugo, voyez-vous, c'est Guernesey qu'il a choisi contre Napoléon le Petit. Pas comme Rocard, commissionnaire de Foutriquet jusqu'aux pôles...

Labiche fait le scénario : Guernesey est un paradis fiscal, *France* le nom d'un rafioteur à la casse, et nos concitoyens de la nouvelle Ève, qui sont d'âge à avoir hérité des horreurs de la Guerre et des refondations héroïques de 45, fêtent la débandade de l'idéal. Leur XX<sup>e</sup> siècle sent la fine ordure et ils se croient locataires de l'Éden. Nouveaux Adam chez Nouvelle Ève.

Il paraît que le vin coulait à flots, offert par Paul Pringuet, passé du cabinet de Rocard aux chais de Pernod Ricard. Et c'était du vin d'Australie. À la vôtre !

Luc de GOUSTINE

(1) *Le Journal du Dimanche*, 26 sept. 2010.

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Nouvelle Ève et french cancan - p.3 : La mauvaise conseillère - p.4 : Scandale ? Vous avez dit scandale ? - Les jeux ne sont pas faits - p.5 : La tasse de thé - p.6/7 : L'épreuve de Mai 1940 - p.8 : La fin du courage ? - p.9 : La démocratie internet - p.10 : L'élégance du trait - La folie de Washington - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Plus qu'une révolte !

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (47 €)     soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# La mauvaise conseillère

**C'est qui la mauvaise conseillère ? La peur, bien entendu. Elle règne à l'Élysée depuis que conseillers et politologues se sont aperçus que Marine Le Pen, en 2012, allait faire un malheur.**

On la crédite, en privé, d'un tel score à la prochaine présidentielle que Nicolas Sarkozy mordrait la poussière. Certains vont même jusqu'à imaginer un duel entre Marine Le Pen et Martine Aubry au second tour... D'où la peur qui règne à l'Élysée, d'où la campagne sécuritaire et xénophobe, dans l'espoir de récupérer l'électorat du Front national qui va en s'élargissant.

Ne perdons pas de temps à dénoncer la démagogie xénophobe. MM. Sarkozy, Besson et Hortefeux se foutent de toutes les réprobations morales, nationales, européennes, vaticanes et onusiennes car ils n'ont qu'une obsession : rester où ils sont.

S'il y a encore une maigre chance de les empêcher d'abandonner cette tactique, c'est de leur démontrer qu'elle est vouée à l'échec. Prendre les thèmes de l'adversaire, c'est reconnaître leur supériorité - ce qui conduit généralement à y adhérer. Sous la IV<sup>e</sup> République, ce ne sont pas les progressistes chrétiens qui ont ramené les communistes à de pieuses pensées : beaucoup de ces braves compagnons de route ont adhéré au Parti ou sont devenus, dans les courroies de transmission de l'appareil communiste, des propagandistes plus ou moins conscients. Au temps de la droite chiraquienne, toutes les concessions faites au Front national (lois sur les étrangers, code de la nationalité) n'ont pas empêché sa progression.

C'est toujours la même histoire : on se jette dans le torrent pour en détourner le cours et on est emporté par les eaux. Les sarkozystes ne sont pas seulement en train de commettre cette erreur magistrale : ils se trompent sur le Front national et sur son évolution politique.

Avec beaucoup d'autres, nous avons montré cent fois que le vote pour le Front national est principalement un vote protestataire et accessoirement un vote xénophobe : c'est l'oligarchie qui est radicalement contestée par un électorat populaire qu'on n'intimidera pas en fustigeant le populisme et le fascisme.

De plus, les sarkozystes ne voient pas qu'ils se trompent sur l'axe de l'offensive frontiste et sur le nouveau général en chef. Il faut lire attentivement l'article sur Marine Le Pen que Philippe Cohen a publié dans *Marianne* le 31 juillet dernier (1) : il montre une femme intelligente et courageuse qui s'emploie avec succès à dédiaboliser le Front national. La fille de Jean-Marie, qui n'a jamais été fasciste, n'est marquée ni par l'Occupation ni par la guerre d'Algérie. Elle a écarté les extrémistes (Carl Lang) et les intégristes (Bernard Antony) et s'entoure de gens qui n'ont rien à voir avec l'extrême droite. Elle dénonce la collusion des oligarques de droite et de gauche (UMPS) et commence à exploiter le thème protectionniste. Elle reste une

nationaliste de droite qui défend le *droit du sang* (elle retiendra donc son électorat xénophobe) mais elle va faire campagne sur les questions économiques et sociales.

Interrogée récemment sur les sarkozystes qui déclarent n'avoir « pas d'ennemi à droite », Marine Le Pen a répondu : « *Christian Vanneste, Éric Ciotti et Lionel Luca participent en réalité à un Front ultra-libéral, mondialiste et fédéraliste européen. La vraie bataille oppose le Front national au Front mondialiste* [nous soulignons] *auquel ils participent en soutenant le gouvernement de Nicolas Sarkozy.* » (2)

Si Marine Le Pen fait entériner cette ligne en se faisant élire à la présidence du Front national, le clan sarkozyste frappera dans le vide et les désertions se multiplieront à l'UMP. La gauche et l'extrême gauche peuvent également se faire du souci : si elles mobilisent sur l'antifascisme, elles se trouveront en porte-à-faux et des électeurs socialistes et communistes risquent fort de voter pour celle qui dénonce les ultra-libéraux.

Il y a bien sûr des répliques possibles à Marine Le Pen. Mais ni la gauche ni la droite ne sont capables de les concevoir.

Sylvie FERNOY

(1) [http://www.marianne2.fr/Marine-Le-Pen\\_a195910.html](http://www.marianne2.fr/Marine-Le-Pen_a195910.html)

(2) Entretien accordé à Philippe Cohen sur *Marianne* 2 : [http://www.marianne2.fr/Marine-Le-Pen-a-Vanneste-l-UMP-n-aspas-denemi-a-gauche!\\_a198003.html](http://www.marianne2.fr/Marine-Le-Pen-a-Vanneste-l-UMP-n-aspas-denemi-a-gauche!_a198003.html)

## L'écho des blogs

Les médias officiels mènent une rare offensive de martelage des esprits pour accrédiéter les idées : 1) du bien-fondé et de l'inévitable réforme des retraites qui « *sauve notre système par répartition et son financement* » ; 2) du courage de nos gouvernants qui nous imposent un budget de rigueur pour sortir « *de l'enfer de la dette publique* » ; 3) de la justesse des mesures mises en œuvre par Sarkozy « *car nous sortons de la crise* ». Bien sûr la vérité est tout autre et les faits sont têtus. La blogosphère veille et informe ! Dans l'Union européenne, la situation des dettes souveraines se dégrade, la France elle-même est sous la menace des marchés financiers. Pas ou peu de commentaires officiels sur le rejet par la Hongrie des mesures que voulait imposer à ce pays le FMI.

Lire sur le blog *Gaulliste libre* cet article de Laurent Pinsolle « *La Hongrie a osé dire non au FMI qui lui demandait de réduire son déficit budgétaire.* » (1) Que feront les autres pays car tout semble se précipiter comme l'écrit François Leclerc (2) « *L'Irlande vient de rejoindre la Grèce dans le camp des pays européens dont il est très probablement devenu inévitable qu'ils fassent défaut sur leur dette obligataire. Le Portugal entre dans la zone des tempêtes après avoir réussi un temps à l'éviter en se faisant tout petit. Le risque monte que d'autres pays comme l'Espagne et l'Italie les rejoignent...* ». L'autre fait c'est qu'une force se construit pour abattre cette politique ultra-libérale.

Il faut revenir et débattre du texte (3) publié à l'initiative de Philippe Askenazy, Thomas Coutrot, André Orléan et Henri Sterdyniak, quatre chercheurs auteurs d'un manifeste qui liste en dix points « *les fausses évidences économiques (qui) inspirent des mesures injustes et inefficaces* ». Comme il faut revenir et débattre du texte de Jacques Sapir publié sur le blog de Bertrand Renouvin (4) *Projet pour une rupture décisive.*

François ENNAT

(1) <http://gaulliste-villepiniste.hautefort.com/archive/2010/08/12/quand-la-hongrie-retoque-le-fmi.html#more>

(2) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=16098>

(3) <http://www.assoeco.niepolitique.org/spip.php?artic1e140>

(4) <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=2708>

## Scandale ? Vous avez dit scandale ?

**Si l'assurance santé est un marché plein de promesses, c'est surtout pour les complémentaires de santé, qui n'ont pas fini de se gaver au détriment de tous, plus particulièrement des plus fragiles d'entre nous.**

La notion même de **consommateur**, sans doute, est discutable (1) et, d'ailleurs, discutée. Cela étant, le travail qu'accomplit l'*UFC-Que choisir* ?, doyenne des associations de défense des consommateurs en Europe, n'en reste pas moins d'un très grand intérêt. L'enquête qu'elle vient de publier sur *Le coût de la couverture santé pour les ménages* (2), réalisée à partir de statistiques publiques (3), le rappelle.

Qu'apprend-on en lisant cette dernière ? Tout d'abord, qu'entre 2001 et 2008, les dépenses de santé des ménages n'ont pas cessé d'augmenter. Puis que, les pouvoirs publics accumulant les *mesures d'économie* visant à sortir de plus en plus de dépenses de santé du champ de l'assurance-maladie pour les transférer directement aux *consommateurs*, cette inflation des dépenses de santé a rendu indispensable, pour nombre d'entre eux, l'achat d'une assurance complémentaire privée, désormais « *pré-requis pour pouvoir se soigner* ».

Doit-on, comme certains, se réjouir de ce jeu de vases communicants ? Certainement pas. L'enquête le montre bien : l'accès à une complémentaire est lié aux ressources du ménage. En cas de revenus modestes de ce dernier, cet accès est donc nécessairement difficile et l'effort ainsi exigé sans commune mesure avec celui d'un ménage plus aisé. Est-il souhaitable que les plus fragiles d'entre nous soient ainsi mécaniquement condamnés à

le devenir davantage ? Si le transfert des dépenses de santé aux ménages permettait, au final, une amélioration sensible des prestations de remboursement, on pourrait peut-être, à défaut de l'applaudir des deux mains, le tolérer.

Mais ce n'est malheureusement pas le cas. L'enquête le montre à nouveau très bien : la période 2001-2008 se caractérise essentiellement par une détérioration de la performance de couverture des complémentaires santé. Pour le dire autrement, plus on paye, moins on est remboursé : la progression, avérée, du montant des cotisations ne bénéficient pas à ceux qui s'en acquittent régulièrement, mais à ceux qui les perçoivent.

Tout le mérite de l'*UFC-Que choisir* ?, qu'il faut saluer, aura été d'apporter la preuve des dérives d'un marché qui risque de s'aggraver avec le Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2011 (4).

**Lionel ROUVE**

(1) Voir page 24, Stephen Kerckhove - « *La dictature de l'immédiateté - Sortir du présentisme* », éd. Y. Michel, 2010.

(2) <http://www.quechoisir.org/media/fichiers/etudes/telecharger-l-etude-complexe-le-cout-de-la-couverture-sante-pour-les-menages>

(3) Les données utilisées émanent de sources de la statistique publique intervenant dans le secteur de la santé.

(4) V. Collen, « Retraite, santé, famille : les nouveautés du budget de la sécurité sociale », *Les Échos*, 8 sept. 2010.

## Les jeux ne sont pas faits

**Dans la bataille des retraites, le gouvernement ne veut pas céder et les syndicats ne peuvent pas perdre la face. Ils cherchent pourtant une sortie de crise.**

Les salariés ne finiront-ils pas par se lasser des manifestations à répétition dont le gouvernement cherche à minimiser l'ampleur ? Telle est la question que se posent nombre d'observateurs. Le spectre de 2003 plane sur l'intersyndicale. Cette année-là, de manifestations en manifestations, les syndicats avaient fini par mobiliser plus d'un million de personnes un dimanche du mois de juin ; et pourtant le projet Fillon de réforme des retraites avait été adopté fin août dans l'indifférence quasi générale.

La situation est différente aujourd'hui : en 2003, le projet de réforme avait été précédé par six mois de concertation ininterrompue pendant lesquels les uns et les autres avaient pu faire passer certaines de leurs revendications pour aboutir à un compromis « acceptable ».

Rien de tel aujourd'hui. Certes, toutes les organisations syndicales ont été reçues par le conseiller social du président de la République, véritable maître d'œuvre de la réforme, et les deux ministres du Travail qui se sont succédés, mais les protagonistes n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Alors que le gouvernement privilégiait une approche idéologique et comptable, les syndicats avaient de véritables projets alternatifs à défendre ou à promouvoir : un élargissement de l'assiette des cotisations pour

la CGT et la CFTC, la retraite par point ou en compte notionnel pour la CFDT.

C'est dire que les jeux ne sont pas faits. Personne ne veut ni ne peut reculer : le gouvernement veut montrer aux marchés financiers qu'il applique vraiment une politique d'austérité ; les syndicats ne veulent pas perdre leur crédit auprès de leurs militants et sympathisants. Mais, au sein de l'intersyndicale, les organisations de travailleurs ont des stratégies différentes. Bernard Thibaut est pris entre les réformistes et les éléments radicaux – parmi lesquels les cheminots. François Chérèque a le soutien de sa base et attend que les socialistes reprennent le pouvoir pour faire passer la réforme des retraites qu'ils ont en commun. Force ouvrière milite depuis le début pour la grève générale mais ne parvient pas à entraîner la CFDT et la CGT qui ont peur de perdre le contrôle du mouvement social et qui cherchent un compromis avec le gouvernement, aux termes duquel les adversaires pourraient cesser les hostilités sans être humiliés.

L'exercice est difficile... Au soir de la manifestation réussie du 2 octobre la situation était toujours bloquée car la mobilisation ne faiblit pas comme Éric Woerth l'a reconnu à demi-mot.

**Annette DELRANCK**

# La tasse de thé

**Le nouveau mouvement populiste qui vient de surgir aux États-Unis est révélateur d'un état d'esprit mais n'est pas décisif. Sa force vient de la faiblesse d'Obama.**

Les États-Unis sont périodiquement agités par des mouvements populistes, parfois religieux comme la *majorité morale* hier, parfois d'inspiration poujadiste, opposé à l'impôt, à l'occasion libertaire et anarchiste, rejetant l'État. Ces tendances sont connues. Elles sont inorganisées et surtout contradictoires et dispersées. Mais un parti peut réussir à les fédérer. Ce fut le succès du Reaganisme. On croyait ce cycle politique révolu. Or voici qu'il renaît avec les *goûters*, traduction en guimauve d'une révolution qui prétend revenir aux fondements de l'indépendance américaine, l'équivalent de notre prise de la Bastille : c'était, seize ans plus tôt, en 1773, l'assaut contre les navires commerçant le thé en rade de Boston pour protester contre de nouvelles taxes indirectes instaurées par le pouvoir colonial du roi George d'Angleterre.

Les *parties de thé* qui ont lieu un peu partout à travers le continent depuis plus d'un an n'ont qu'un lointain rapport avec cet événement fondateur. Elles ne sont pas du tout unifiées. À Chicago, c'est un coup de colère contre les plans de restauration de l'économie après la crise. En Californie, c'est une sorte de nouveau mouvement hippie. Ailleurs, c'est la continuation de l'effet Sarah Palin, du nom de l'ancien gouverneur de l'Alaska, la partenaire de McCain à la

candidature présidentielle pour le parti républicain.

Deux points importants sont à retenir : premièrement, il ne s'agit pas d'un simple mouvement de défense des *valeurs* morales. Le moment religieux est passé. Deuxièmement, si le 15 avril avait été choisi comme date symbolique, échéance du paiement des impôts, c'est finalement la date du 12 septembre qui, en 2009 et de façon spectaculaire en 2010, a mobilisé les foules dans une marche sur la Maison Blanche à Washington : **le jour d'après**, le lendemain du 11 septembre, la Nation en danger, qui permet la synthèse des tendances et l'audience du mouvement, car le traumatisme n'a pas été encore surmonté. Les opérations en Irak et en Afghanistan ne sont pas à la dimension du problème national américain, qui pose des enjeux de société et inclut la question de l'immigration. Les participants des parties de thé s'intitulent **patriotes** au sens du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Issu de la blogosphère, le mouvement tente d'influer sur la vie politique américaine, d'abord – mais pas seulement – en infiltrant le parti républicain à l'encan depuis sa défaite électorale. Ainsi, lors des primaires en vue des élections au Congrès du 2 novembre prochain, des candidats indépendants ont battu les favoris. Sept sénateurs pourraient provenir de ce

camp qui remet en cause les structures établies du parti. Mais ce virage à droite toute, peut aussi effrayer la base traditionnelle centre-droit du parti républicain et favoriser les candidats démocrates. On a déjà connu ce phénomène avec Barry Goldwater largement battu en 1964 par le remplaçant de Kennedy, Lyndon Johnson. Un mouvement de balancier trop à droite ne serait pas gagnant à court terme mais ses conséquences peuvent être durables.

L'avenir dépend largement de la stratégie d'Obama et des démocrates. Obama maintient le cap centriste qui l'a fait élire. Il ne veut surtout pas ressembler à l'image radicale et quasi socialiste que la nouvelle droite donne de lui. En période de crise et de chômage, les doctrinaires de l'économie capitaliste à outrance, c'est-à-dire de l'égoïsme à tout crin, ne sont pas très populaires. Ils divisent l'opinion. On peut certes opposer Frédéric Bastiat à Keynes, Bastiat la référence de nos néo-économistes d'outre-Atlantique les plus doctrinaires, suivant Friedrich Hayek, mais on aura beaucoup de chemin à faire pour convaincre le monde universitaire et surtout les praticiens. Cependant, à la moindre défaillance de l'exécutif, les forces populistes peuvent à nouveau se coaliser et, tout hétéroclite qu'il soit, le mouvement peut déferler. Pour autant, les institutions américaines sont assez fortes pour avaler une ou plusieurs tasses de thé.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

◆ **ITALIE** - En juin 2006, le prince Victor-Emmanuel de Savoie, fils du dernier roi d'Italie, avait été mis en examen et incarcéré pendant quelques jours, accusé d'avoir trempé dans une affaire de machines à sous et de prostituées de luxe, gravitant autour de la maison de jeu de Campione d'Italia. Comme nous l'indiquions à l'époque, cette accusation était portée par un procureur, Henry John Woodcock, plus connu par son sens de la publicité que par la rigueur de ses enquêtes. Aujourd'hui l'épilogue de cette affaire est venu devant le tribunal de Rome où le prince a été acquitté.

◆ **NÉPAL** - Deux ans après l'abolition de la monarchie au Népal, le roi Gyanendra (âgé de 63 ans) a été, au dernier moment, empêché par le gouvernement d'assister à une cérémonie religieuse au palais Basantapur, résidence de ses ancêtres. Organisée par l'association Yuva Bishwa Hindu Mahasangh, la cérémonie devait rendre hommage aux déesses Kumari traditionnellement considérées comme protectrices de la famille royale. Le roi devait en être l'invité d'honneur. Le gouvernement intérimaire a invoqué des problèmes de sécurité mais, en fait, il a craint que cette manifestation ne soit une nouvelle preuve de la popularité du roi. Il est vrai que depuis l'échec des partis politiques à promulguer une nouvelle constitution en mai, les royalistes ont intensifié les campagnes pour la restauration du royaume hindou au Népal.

◆ **SUÈDE** - C'est en France que la princesse héritière Victoria de Suède et son époux Daniel ont effectué leur premier voyage officiel de couple marié. Après avoir été reçus à l'Élysée, ils ont assisté aux célébrations du bicentenaire de l'accession au trône de Jean-Baptiste Bernadotte, maréchal de Napoléon, devenu roi de Suède en 1810. Le couple princier s'est rendu sur les traces de l'ancêtre de la princesse, à Sceaux et à Savigny-le-Temple villes où il se maria et vécut, avant un dîner au ministère de la Culture à l'invitation de Frédéric Mitterrand. Ils étaient ensuite à Pau où ils ont visité la maison natale de Bernadotte, transformée en musée. Le voyage s'est achevé par une rencontre avec les chefs d'entreprises franco-suédoises et une visite dans un internat d'excellence à Cachan en compagnie de Fadela Amara, secrétaire d'État à la politique de la ville.

◆ **ARABIE-SÉOUDITE** - Le roi Abdallah Ben Abdelaziz poursuit avec ténacité les réformes qu'il a initiées depuis son accession au trône. C'est aujourd'hui aux privilèges accordés aux membres de la famille royale qu'il s'est attaqué. Il faut dire que celle-ci, composée de tous les descendants du roi Abd al-Aziz ibn Séoud (1880-1953), comporte plusieurs milliers de membres qui jouissaient d'avantages substantiels. Le roi a ordonné à tous les organismes étatiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume, de considérer tous les hauts responsables - y compris les princes -, comme des citoyens comme les autres. Surtout, lorsqu'il s'agit d'utiliser les services publics. De plus, une circulaire a été adressée à toutes les ambassades en vertu de laquelle les chancelleries saoudiennes ne seraient plus autorisées à régler les frais de séjour des princes.

# L'épreuve de Mai 1940

**D**e très nombreux ouvrages ont été publiés à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la bataille de Mai 1940. Il serait vain d'en tenter la synthèse mais plusieurs d'entre eux nous permettent de tirer des leçons d'une des plus grandes épreuves que la France ait jamais vécues. Leçons militaires et surtout politiques qui permettent de réfléchir sur les conditions qui permettent d'affronter les épreuves collectives.

Longtemps, très longtemps après la Libération, la légende noire de Mai 1940 a convaincu d'innombrables citoyens que, dans la France déclinante des années trente, les Français étaient devenus un peuple de lâches qui avaient refusé de se battre lorsque l'état-major allemand avait lancé son offensive-éclair.

Cette légende a été forgée par des Collaborateurs, notamment Lucien Rebatet qui crache dans *Les Décombres* sur la France de l'apéro. Des contemporains de bonne foi ont également accusé l'armée française, donc le peuple français, d'être le principal responsable de son malheur. Même Antoine Delenda, haut fonctionnaire lucide et patriote, qui tint sous Vichy un remarquable journal (1) accuse les officiers et sous-officiers de ne pas avoir fait leur devoir. Il est vrai que Delenda écrit ces lignes injustes pendant la bataille de mai : plus tard, il établira avec précision les écrasantes responsabilités du général Gamelin.

Il est aujourd'hui démontré que les soldats français se sont battus avec détermination. C'est la « rumeur de Bulson » (un village proche de Sedan) qui mit vingt mille soldats en fuite et qui donna matière à l'accusation de lâcheté collective. (2) Mais qui fut responsable

de cette débandade, sinon l'état-major qui avait préparé une guerre défensive, rejetait la doctrine d'emploi des avions et des chars mise en œuvre par les Allemands et croyait que les Ardennes offraient une barrière infranchissable ?

Il ne suffit pas de fustiger l'aveuglement des chefs militaires. Dans le journal (3) qu'il a tenu en 1939 et 1940, Roland de Margerie, diplomate entré au cabinet de Paul Reynaud, décrit l'effroyable médiocrité, l'affaissement moral ou la sénilité de ceux qui étaient chargés de la conduite directe de la guerre. Recevant le 29 avril 1940 Henri du Moulin de Labarhète, attaché financier en Espagne, Roland de Margerie eut la surprise d'entendre un avertissement qui glace encore le sang : « ... Monsieur, je viens vous dire que mon chef, le maréchal Pétain, est au bout de son rouleau, et incapable d'assumer plus longtemps la direction de l'ambassade de France à Madrid. Il passe sa vie à somnoler, il ne peut se décider à entreprendre quoi que ce soit [...] La France n'est plus représentée en Espagne, et il est urgent que cela change ». Pétain fut cependant nommé vice-président du Conseil le 17 mai 1940... et Henri du Moulin de Labarhète deviendra directeur du cabinet civil du maréchal.

Le général Gamelin est un attentiste, étranger à la guerre moderne, que Paul Reynaud veut écarter mais qu'il maintient à son poste en raison de l'attaque du 10 mai. C'est le 20 mai seulement qu'il fut remplacé par le général Weygand, lucide et actif mais qui aurait dû rester, comme le dira de Gaulle, un brillant second. Lequel se persuadera vite de l'inéluçabilité de la défaite. Le colonel de Villelume, chef du cabinet de la Défense nationale, clame en toutes occasions sa haine des Anglais, de Churchill particulièrement.

Les dirigeants politiques ne valent guère mieux. Certes, Paul Reynaud veut faire la guerre mais il reste empêtré dans les combines parlementaires de la III<sup>e</sup> République et il est dominé par Hélène de Portes, intrigante particulièrement culottée et défaitiste active. Édouard Daladier, aux Affaires étrangères jusqu'au 5 juin, joue contre Paul Reynaud et fut remplacé par Paul Baudoin, très actif partisan de la capitulation.

Il y a aussi les italomaniaques - Pierre Laval, Anatole de Monzie, Pierre Ybarnegaray - partisans de concessions territoriales majeures à l'Italie (pas encore entrée en guerre) et qui forment l'élément de pointe du parti de la trahison qui se constituera avec les pacifistes de gauche et ces intellectuels de droite (Robert Brasillach, Pierre Gaxotte...) qui se découvrent pacifistes en 1939. On sait que le parti décidé à poursuivre la guerre (Paul Reynaud, Georges Mandel, Charles de Gaulle, César Campinchi, Louis Marin), n'eut pas le dernier mot.

Pourtant, l'Armistice n'était pas inévitable. L'armée allemande avait envahi une part importante du territoire,

les troupes françaises refluaient, l'exode des populations civiles compliquait encore la situation mais rien n'était perdu. Un ouvrage récent en apporte une éblouissante confirmation. Il est né d'un scénario écrit à partir d'un jeu de simulation qui se déroule sur Internet entre de nombreux passionnés, français et étrangers, de la Seconde Guerre mondiale. (4)

Il suffit de placer dans la bataille qui se déroule en juin 1940 un petit *Point de Divergence* pour que l'histoire de la Seconde Guerre mondiale prenne une toute autre tournure. Il ne s'agit pas d'un récit fantasmé mais d'une déduction logique des événements en fonction de données attestées : le lecteur est d'ailleurs très vite saisi par le réalisme de cette uchronie, à tel point qu'il peut en éprouver de la colère. Si la petite poignée de traîtres, de débiles et de masochistes n'avait pas eu gain de cause, si Hélène de Portes avait été tuée dans un accident de la circulation le 6 juin, un gouvernement de salut public rassemblé autour de Paul Reynaud, Georges Mandel, Léon Blum et Charles de Gaulle aurait pu continuer la guerre - sans Weygand, démis de ses fonctions, sans Pétain, arrêté pour haute trahison.

Continuer, mais comment ? Les Alliés ne manquaient pas d'atouts : l'armée allemande ne pouvait pas poursuivre longtemps son offensive, la pause qu'elle aurait été obligée de faire pendant dix ou quinze jours aurait permis le transfert des troupes françaises en Afrique du Nord ; le sauvetage de la flotte donnait la suprématie à la Royale et à la Navy en Méditerranée ; l'aide américaine aurait permis à l'armée française de se rééquiper rapidement. L'Italie aurait donc été directement menacée et le basculement de la guerre au sud aurait empêché la préparation de l'attaque contre l'Union soviétique. Après ? Il faut lire ce livre fascinant et exaspérant pour suivre dans le détail les opérations militaires...

La France se sauvera autrement, à partir de l'**Appel du 18 juin** et en inventant la Résistance. Philippe de Saint Robert (5) souligne que le génie (au sens premier) du général de Gaulle fut à la fois politique et militaire, et que la victoire finale procède d'une affirmation rigoureuse de la légitimité nationale : « *la souveraineté comme légitimité, la souveraineté comme liberté, voilà l'essentiel du message* », conclut Saint Robert. Il y a là, nous n'avons cessé de le dire, une source inépuisable d'inspiration et d'espoir.

J'y vois une réponse à l'interrogation de Cynthia Fleury (6) pour qui « *la grande énigme du peuple courageux demeure. Où se fabrique le collectif quand il a failli ? La capitulation française n'a-t-elle pas signé la fin du collectif ? Et depuis 1945, la France n'éprouve-t-elle pas la fin du courage ?* ». On ne peut parler de **capitulation française** à moins d'admettre que Pétain était la France et que le pouvoir de fait vichyssois avait une légalité. La France était à Londres avec de Gaulle dès le 18 juin, comme les Pays-Bas étaient à Londres avec leur reine exilée, et la Norvège avec son roi, et le Luxembourg avec sa grande-duchesse... Ces têtes couronnées peuvent paraître pittoresques ou dérisoires lorsque tout va bien. Elles sont salutaires lorsque survient une tragédie nationale. Autrement dit : le collectif se **fabrique** avec du symbolique qui assure le lien lorsque tout paraît perdu. Cela s'incarne tout simplement lorsqu'une personne incarne une dynastie. Notre général de brigade eût à s'investir dans le symbolique, à se faire le serviteur de la légitimité - ce qui fut long, compliqué et surtout très douloureux car le service de l'État implique le sacrifice de soi-même.

À gauche, il a toujours été difficile d'admettre que la *Respublica* avait besoin de grands hommes vivants - et pas seulement de tombeaux au Panthéon. Il n'y a pas d'énigme du peuple courageux. Le mol « *à quoi bon* » est une tentation permanente et il y a toujours de bonnes raisons de s'en remettre au voisin.

À Bir Hakeim ou à Stalingrad, le simple soldat armé de son fusil pouvait raisonnablement se dire que le fait de tirer quelques balles ne changerait pas le cours de la guerre. Il faisait feu cependant, parce qu'il était intégré à un ensemble mobilisé pour la défense commune. Un peuple courageux, c'est un peuple mobilisé. Un peuple se mobilise quand il existe des dirigeants exemplaires. Des dirigeants exemplaires sont des personnages qui acceptent de mourir pour la collectivité qu'ils incarnent. Les peuples peuvent se tromper et croire quelques mois qu'un vieux maréchal fait un bon sauveur. Les héros



■ Maxime Weygnad, Paul Reynaud et Philippe Pétain.

de la révolution peuvent devenir de tyrans. Mais il y a chance, aussi, d'une alliance pour la victoire. La politique, comme la guerre, se fait toujours dans l'incertitude.

La période que nous vivons est moins tragique que celle de la Seconde Guerre mondiale mais le fait est que nous n'avons pas de dirigeants exemplaires. Nous n'avons pas de dirigeants du tout. Seulement des gestionnaires apeurés par quelques monstres d'égoïsme et, en guise de chefs révolutionnaires, des sectaires sans envergure. Le courage est de ne pas se résigner à cette absence passagère.

## B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Antoine Delenda - « *Vichy, journal d'un opposant de l'intérieur* », Préface d'Emmanuel Leroy-Ladurie, présentation de Philippe de Saint Robert, Ed. François-Xavier de Guibert, 2010, prix [Achat immédiat](#) | franco : 29,50 €.

📖 (2) cf. Claude Quézel - « *L'impardonnable défaite, 1918-1940* », J.-C. Lattès, 2010, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#) |

📖 (3) Roland de Margerie - « *Journal 1939-1940* », préface d'Éric Roussel, Grasset, 2010, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#) |

📖 (4) Sous la direction de Jacques Sapir, Frank Stora et Loïc Mahé - « *1940, Et si la France avait continué la guerre...* », Tallandier, 2010, prix [Achat immédiat](#) | franco : 26 €.

📖 (5) Philippe de Saint Robert - « *Juin 1940 ou les paradoxes de l'honneur* », CNRS Éditions, 2010, prix [Achat immédiat](#) | franco : 6 €.

(6) cf. page 8 notre article sur « *La fin du courage* ».

# La fin du courage ?

**Depuis bientôt trente ans la classe dirigeante se flatte de prendre des décisions courageuses qui consistent à imposer des sacrifices à un peuple qui n'est en rien responsable des fautes des gouvernants.**

**P**ire : les artisans de la rigueur ont toujours vécu douillettement ou se sont enrichis de manière plus ou moins scandaleuse tout en nous expliquant qu'il fallait faire pénitence. La France, paraît-il, vit au-dessus de ses moyens selon la formule consacrée qu'on est en train de ressortir pour justifier les restrictions de crédits.

Ce discours parfaitement hypocrite s'est accompagné d'une manœuvre torve : les oligarques ont demandé aux citoyens d'avoir le courage de sacrifier leur bien-être tout en cherchant à détruire leurs capacités de résistance : « on n'a pas le choix » ; « il n'y a pas d'alternative » ; toute contestation des réformes aggraverait le mal. Comme l'opposition socialiste et de puissants dirigeants syndicaux donnaient l'exemple du réalisme résigné, le découragement avait toutes chances de se propager.

Bien des facteurs idéologiques et politiques expliquent l'échec des révoltes et le report d'une possible révolution mais on aurait tort de sous-estimer l'aspect personnel de la démission de certains dirigeants. Je pense à ceux qui auraient pu prendre la tête de mouvements populaires et qui ont préféré la gestion sans péril d'une mairie et d'une circonscription...

Faut-il simplement dénoncer la lâcheté de quelques-uns

ou s'interroger plus gravement sur le sinistre destin d'une société qui serait celle de « la fin du courage » ? Le récent livre de Cynthia Fleury (1), qui porte ce titre, a rencontré un écho justifié car on y trouve à la fois une réflexion sur le découragement et une incitation à reprendre courage.

Cynthia Fleury sait de quoi elle parle : cette philosophe avait perdu courage « comme on perd ses lunettes » puis elle est sortie de l'épreuve grâce aux autres et en prenant le temps nécessaire à la reconstitution des forces. Les autres, ce sont tantôt les parents, tantôt les amis : « il y a toujours quelqu'un ». Il est également roboratif de lire les poètes et les philosophes en se gardant, bien sûr, des sophistes qui vendent leurs petits traités de vertus et des histrions médiatiques : au lieu de perdre du temps avec eux, il faut interroger les plus grands esprits, riches de vérités simples et fortes.

Ceux qui redoutent de se plonger dans les classiques de la philosophie trouveront en Cynthia Fleury un guide très sûr. Avec elle, lisez Aristote : il nous dit que l'homme courageux vit la peur - c'est le téméraire, toujours dangereux pour les autres et pour lui-même, qui ignore ce qu'il faut redouter. Découvrez comment Axel Honneth, encore peu connu, dépasse le formalisme de Jürgen Haber-

mas en montrant que « pour être valable, le paradigme de la communication a besoin de s'inscrire dans une épistémologie du courage qui renvoie elle-même à une intelligibilité de la justice ». Et soyez surtout attentifs à la méditation de Vladimir Jankélévitch qui fit lui aussi, comme Résistant, l'expérience du courage et de la peur. Pour lui, le courage est la vertu matricielle - la plus difficile à vivre. C'est que « le courage est sans victoire » car passé l'instant de l'acte courageux, accompli dans la solitude, on peut tomber dans le découragement et la lâcheté. Nul ne peut se dire courageux : nous sommes seulement, en certaines circonstances, capables de courage. Et il faut une nouvelle épreuve pour savoir qu'on a été, une fois encore, courageux.


Bien entendu, le courage ne se délègue pas, contrairement à ce que pensent les dirigeants avilis qui nous commandent de prendre soin des autres sans jamais abandonner le moindre élément de leur propre confort ni compromettre leur notoriété. Cette lâcheté est facile à comprendre : le courage, c'est d'agir dans les marges, seul, sans être reconnu, félicité, décoré - sauf après coup, longtemps après, quand les rats ont mis des casquettes de capitaine et président les comités d'épuration devant lesquels ils auraient dû comparaître.

Il n'y pas de « fin du courage » car ils sont des millions, dans notre pays, et des centaines de millions, dans le monde, à affronter dans la solitude la faim, le froid, la maladie et la peur. Ils n'ont presque plus d'espoir mais ils s'accrochent à ce presque rien qui les retient sur la pente du suicide. Le miracle, dans une société ultra-libérale qui cherche le découragement par l'isolement, c'est qu'il puisse y avoir encore et toujours des révoltes collectives et des révolutions triomphantes - par la conjonction de tous ces courages individuels.

Le courage de Victor Hugo, exilé à Guernesey, c'est de proclamer dans la solitude l'imposture de Louis Bonaparte, non pour la beauté du geste mais par exigence de vérité et dans l'espoir que cette vérité se diffusera dans le peuple et qu'il y puisera la force de se soulever. Nous sommes loin du *care*, présenté par Cynthia Fleury comme sollicitude démocratique et pédagogie de la solidarité, alors que j'y vois une manière pernicieuse, pour la gauche sociale-libérale, de se défausser de ses responsabilités politiques et de renoncer au devoir de justice sous prétexte que « l'État ne peut pas tout faire ».

L'éthique du courage ne doit pas seulement fonder une politique courageuse, qui n'est pas plus assurée de la continuité que l'acte de courage personnel. Il faut des institutions solides, elles-mêmes éprouvées par l'Histoire, pour que le courage collectif soit possible et durable. À juste titre, Cynthia Fleury évoque Winston Churchill. Mais qu'aurait pu faire le vieux lion hors des institutions britanniques ?

Yves LANDEVENNEC

 (1) Cynthia Fleury - « La fin du courage - La reconquête d'une vertu démocratique », Fayard, 2010, prix franco : 15 €.

 Achat immédiat



# La démocratie Internet

Internet constitue-t-il l'instrument technique apte à permettre enfin la réalisation d'une authentique **démocratie participative** ? Poser la question, c'est évidemment imposer la possibilité sérieuse d'un doute, d'autant que cette déclinaison de la démocratie n'est nullement évidente. En faveur, pourtant, d'une présomption positive, plaident la puissance d'information et l'espace de discussion jusqu'ici impensables créés par le génie technologique contemporain. Si la démocratie est bien l'accès de tous au pouvoir de décision et si la participation consiste dans la faculté d'une délibération commune, il semble bien que pour la première fois dans l'histoire, nous nous trouvons en situation de rendre l'utopie possible, en neutralisant tous les obstacles qui s'opposaient jusqu'alors à l'existence d'un espace public où pourrait se revivre à une échelle infiniment supérieure l'expérience de la Grèce antique.

Précisons encore : cette démocratie-là correspondrait aux normes de Jürgen Habermas et de sa société de communication. C'est dire qu'elle serait immunisée contre les virus du totalitarisme, dont elle a souffert dès ses origines modernes, qu'elle surmonterait la logique des rapports de force, ne serait-ce qu'en donnant la primauté à la résolution rationnelle des conflits. Mais à ce degré de généralité, on comprend l'abstraction des propos et la confrontation avec les institutions concrètes de la représentation fait déjà problème. Il est évident que la démocratie Internet ne saurait se substituer à la démocratie parlementaire, qui suppose impérativement la délégation du suffrage et donc, bon gré mal gré, une forme d'aristocratie citoyenne. La démocratie participative ne peut donc que s'ajouter au système représentatif, éventuellement en le modifiant sans jamais pouvoir s'y substituer. Ainsi que l'écrit Dominique Cardon, sociologue spécialiste du sujet : « *Outre la difficulté de garantir une absolue sécurité de vote, c'est en fait l'idée de mimer sur Internet les procédures de la démocratie représentative qui se révèle inadéquate. Espace de l'échange et de la multiplicité identitaire, Internet ne rassemble pas une population électorale, atomisée, identifiable et dénombrable.* »

Lorsque Ségolène Royal voulut mettre en pratique la dimension supplémentaire de la participation elle se heurta aux impossibilités d'une synthèse spontanée entre points de vue contradictoires. Obama a compris comment l'instrument Internet pouvait le servir, en organisant le soutien des différents réseaux de ses partisans. Les outils numériques mis à profit par un Chris Hugues, ex-numéro 2 de Facebook « *permettaient aux participants d'exposer, comme un badge de leur réseau social, les gestes, distributions de tracts, séances de porte à porte et réunions qu'ils avaient effectués pour participer à la campagne électorale* ». Dominique

Cardon montre que c'est dans cette direction que s'orientent désormais les principales formations politiques, afin « *de se glisser dans les réseaux sociaux pour étendre la discussion partisane aux conversations ordinaires.* » Ce n'est pas forcément facile, ajoute le sociologue, car on ne décrète pas l'entrée dans ce qui relève des préoccupations privées, même lorsque celles-ci s'exposent dans le clair-obscur d'une communication qui hésite entre l'intime et le semi-public.

Car il faut saisir l'instrument Internet dans sa pleine originalité, en s'interrogeant sur ses paradoxes. Ainsi, le fait de pouvoir disposer de toutes les ressources (infinies) de ce merveilleux instrument n'égalise pas forcément les conditions, les aptitudes et les goûts. Cela est aussi vrai de l'accès à la culture que de la pratique politique. Si Internet permet d'universaliser la controverse entre citoyens, « *il creuse aussi la fracture entre ceux qui lisent, s'affichent et discutent de politique et ceux qui, moins politisés, informés par les seuls médias télévisuels, n'entrent pas dans la conversation numérique.* » Mais en même temps, le souci

politique s'introduit par des voies nouvelles chez les internautes, qui, sous le mode de la conversation familière (dans les groupes d'amis) discutent d'affaires qui ont des enjeux civiques directs : politiques locales, environnement, salaires, place des femmes, scolarité, insécurité... Sans compter qu'il peut arriver que s'opèrent de façon ultra-rapide des mobilisations impensables dans l'ère d'avant : « *La manifestation contre la guerre en Irak du 15 février 2003 a réuni près de 10 millions de personnes dans 600 villes du monde en empruntant sur Internet les relais réticulés des organisations alter mondialistes.* »

Une des dimensions les plus positives de l'instrument Internet se rapporte à la possibilité de s'informer le plus largement, avec la recherche intense d'éléments nouveaux qui permettent d'aller au terme d'une

enquête. Ce sont des internautes qui démontrent que Nicolas Sarkozy n'a pu être présent à Berlin le soir de l'effondrement du mur ou que tel présentateur de C. B. S. a menti à propos d'un Georges Bush se dérochant à ses obligations militaires. Autre exemple familier à nos lecteurs : « *La simple page personnelle d'un enseignant en économie-gestion à Marseille, a été le point de cristallisation de la mobilisation en ligne des opposants au traité constitutionnel de 2005.* » Dominique Cardon plaide donc largement en faveur de cette forme politique à part entière qui structure entièrement notre vie quotidienne, montrant qu'Internet encourage une gouvernance en réseau de nature *procédurale*.

Faut-il s'incliner devant un progrès décisif de l'humanité, aussi important que l'invention de l'imprimerie, la première révolution industrielle ou la fission nucléaire ? Peut-être et même sans doute, mais le préjugé favorable ne saurait effacer en même temps l'obligation de vigilance. La technique n'est jamais pure instrumentalité, elle soumet alors même qu'elle libère. Elle obéit à des impératifs commerciaux, ne peut se passer de codes contraignants, et de pratiques massifiantes. Internet permet de libérer bien des jeux de l'activité. Ce n'est pas l'instrument qui créera des hommes libres !

■ Dominique Cardon - « *La démocratie Internet* », Promesses et libertés, La République des idées, Seuil, prix franco : 14 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



# L'élégance du trait

Jean-Honoré Fragonard composait avec la même grâce une simple esquisse à la sanguine ou un tableau aux couleurs structurées, Gabriel Matzneff trace avec la même élégance une simple note prise sur le vif ou un ouvrage au déroulement élaboré.

L'immédiateté de la première ponctue ses Carnets Noirs ; la maturation polyphonique du second, ses romans (1). Ces deux facettes de l'œuvre de Gabriel Matzneff, jusqu'alors distinctes, disposent désormais d'un espace où jouer ensemble. Un espace nouveau, hybride. Un roman électronique : *Les émiles de Gab la Rafale* (2).

À la différence de ses précédents romans, où la narration était contenue par des contours précis (suivant le principe de la « ligne claire » chère à Hergé), *Les émiles de Gab la Rafale* offre un ensemble de traits successifs et variés qui suggèrent (davantage qu'ils ne délimitent) des volumes où se condense l'intensité d'un destin. Ces traits prennent la forme de lettres électroniques (baptisées *émiles* par Gabriel Matzneff dans son précédent roman, *Voici venir le fiancé, « sobriquet à la fois bien français et proche euphoniement de l'américain »* qui a, en outre, « le mérite d'être le prénom de deux complices bien-aimés, Littré et Cioran »).

En vingt chapitres, *Les émiles de Gab la Rafale* laisse deviner les mille manières dont une société peut harceler un homme qu'elle juge coupable parce que souverainement différent :

Mardi 24 mars. 23h56, à Juan A.

« Je sors d'une projection privée, à l'Assemblée nationale, du film d'Yves Boisset sur Roger Salengro. Cet infortuné Salengro s'est tué parce qu'il ne supportait

plus d'être calomnié, raillé, outragé par des journaux qui voulaient sa perte. Peut-être moi aussi, un jour, me donnerai-je la mort, mais soyez sûr que ce ne sera pas à cause de l'hostilité des journaux et de l'opinion publique, ce sera pour des motifs beaucoup plus sérieux. »

Malgré les calomnies, malgré les ruptures amoureuses, malgré les déceptions, malgré l'isolement, malgré la précarité financière, malgré la maladie, malgré le décès de ses proches amis, Gab la Rafale continue d'inscrire dans sa vie cette exigence de bonheur dont il ne s'est jamais départi. Un bonheur qui, de plus en plus, parle italien (3) :

« Mercredi 21 janvier. 21 h 39, à Véronique B.

« *Mistigretta mia, dal 24 al 27 sarò al Danieli. Non è affatto ragionevole, ma non sono mai stato ragionevole e alla mia età di cambiare vita non se ne parla nemmeno.* « Séraphin, c'est la fin ! » *Baci dal tuo Karamzin.* »

La France du XVIII<sup>e</sup> siècle méritait Jean-Honoré Fragonard. Celle du XXI<sup>e</sup> mérite-t-elle Gabriel Matzneff ?

Gilles MONPLAISIR

(1) Ceci ne doit pas faire oublier que Gabriel Matzneff est également auteur de nombreux essais, de récits et de recueils de poèmes.

(2) Gabriel Matzneff - « *Les émiles de Gab la Rafale* », Éd. Léo Scheer, 2010, prix franco : 21 €. Toutes les citations qui suivent sont extraites de ce roman.

[Achat immédiat](#)

(3) Ces émiles rédigés en italien sont traduits en bas de page.

# La folie de Washington

La récente crise financière mondiale née aux États-Unis de l'immobilier, a eu ses précédents. Et ce dès les premières années de la fédération, comme si dès le début les promesses intenables étaient le fruit d'un libéralisme sans freins.

C'est ce que montrent des mémoires publiés par Hervé Marie Catta sous le titre *la folie de Washington*. L'auteur de ces mémoires

historiques, *incroyables mais vrais* est un jeune officier de marine, Eugène Lucet, qui en 1793, au début de la Terreur, s'embarque de Rouen pour Philadelphie faire du commerce. Avec un autre normand, Charles de La Garenne, ancien garde de Louis XVI, ils deviennent assistants du premier millionnaire américain, James Greenleaf.

Alors une folie d'achats de terres dans l'Ouest, proche encore, enflamme les Américains. Comme ses concitoyens le général Washington pense que l'enrichissement du nouveau monde n'aura pas de limites.

Le Congrès vote la construction d'une capitale fédérale à laquelle on donne le nom du général. Pierre-Charles L'Enfant en dessine un plan génial. Mais il ne suffit pas d'un plan, il faut construire, et pour construire il faut des investisseurs. Greenleaf, âgé de 29 ans, vient de faire fortune, Washington le persuade qu'il fera mieux encore et Greenleaf achète 6 000 des 11 000 lots à construire en s'associant les hommes d'affaires les plus considérables. Ils seront incapables de faire face à leurs endettements, et c'est l'effondrement général. La construction de la ville s'arrête : en décembre 1800 quand le prési-

dent Adam et le Congrès s'établissent à Washington, les représentants doivent aller se loger dans les villes environnantes.

« Lucet participe en faisant des affaires à construire les États-Unis d'Amérique, écrit Pierre-Yves Gomez, professeur d'économie, *il témoigne, par les péripéties de son existence quotidienne, comment s'est fabriquée la grande histoire* ». La vie, les hommes, la médecine, les avocats, les artisans, les transports et les mœurs, Lucet nous décrit les États-Unis comme personne ne l'a fait.

Au chapitre des médecins, Lucet écrit que la saignée à outrance constitue le sommet de la thérapeutique. On craint quelque exagération. Mais dans ses notes, Hervé Catta raconte la mort de Washington : se sentant mal un jour d'hiver le général se fit saigner par son intendant ; puis on fit venir des médecins qui successivement ordonnèrent de nouvelles saignées. À la cinquième, le général mourut.

Des annexes historiques permettent de se situer, des illustrations de voir les lieux : ainsi une gravure de 1800 d'un joli New York tout plat, et, publié pour la première fois en France, le plan génial dessiné par L'Enfant pour Washington.

Yves LOGUEVEL

« *La folie de Washington* », Mémoires d'Eugène Lucet – Texte établi, présenté et annoté par Hervé Marie Catta – éd. Peuple Libre, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

# Pourquoi adhérer à la Nouvelle Action Royaliste ?

## Nos raisons

**RENFORCER LA CRÉDIBILITÉ DE LA N.A.R.** - Un nombre accru d'adhérents nous permettra d'être mieux représentés à la fois d'une manière géographique et dans les secteurs socio-professionnels. Cette meilleure représentation contribuera à augmenter notre crédit, aussi bien dans l'opinion qu'auprès des media et du monde politique.

**MIEUX CONNAÎTRE NOTRE FORCE** - Il nous est toujours très difficile de distinguer parmi nos lecteurs ou sympathisants ceux qui partagent véritablement le désir de voir aboutir notre projet. Seule l'adhésion formalise cet accord et nous permet de mesurer notre force réelle.

**SAVOIR SUR QUI NOUS POUVONS COMPTER** - Connaître avec précision les personnes auprès desquelles nous pouvons solliciter une aide ponctuelle ou demander un service rend nos démarches beaucoup moins lourdes et beaucoup plus efficaces. L'adhésion est aussi une offre de service nous permettant de mieux utiliser les compétences et les disponibilités de chacun.

**ASSURER NOTRE ÉQUILIBRE FINANCIER** - Les cotisations des adhérents nous assurent des rentrées d'argent régulières et diversifiées nous permettant de protéger notre indépendance et de ne pas dépendre de générosités isolées qui peuvent être éphémères et sont soumises aux vicissitudes économiques et politiques.

## Vos raisons

**PARTICIPER À LA DÉFINITION DE LA LIGNE** - Le congrès annuel des adhérents fixe régulièrement, après débat, la ligne politique du mouvement. Adhérer permet de participer au Congrès et au vote des motions. Adhérer donne la possibilité d'y faire entendre son opinion et de contribuer à la définition de la stratégie à adopter.

**ÉLIRE LES DIRIGEANTS** - Le renouvellement du Comité directeur est assuré par le Conseil national. Cet organisme, qui a également un rôle de décision quant à l'application de la ligne, est élu par l'ensemble des adhérents. L'adhésion vous permet donc d'être représenté au sein des instances dirigeantes de la N.A.R.

**ÊTRE INFORMÉ** - A chaque fois que cela est nécessaire, nous adressons aux seuls adhérents des informations - parfois confidentielles - par le biais de la messagerie internet.

**BÉNÉFICIER D'UN RÉSEAU DE RELATIONS** - L'ensemble des adhérents forme une communauté implantée dans de multiples secteurs socio professionnels. Être adhérent permet de bénéficier, à titre personnel, de l'aide que peut apporter cet important réseau de relations et d'amis.

Pour adhérer à la N.A.R. il faut approuver notre « Déclaration de principes » et remplir une demande d'adhésion. La brochure explicative est téléchargeable sur notre site internet (<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>) ou à nous demander par courrier.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 13 octobre - Rédacteur en chef à *Marianne* où il anime le site *Marianne2*, Philippe COHEN nous a présenté chacun de ses livres (*La Face cachée du Monde* avec Pierre Péan, BHL ...). En 2005, il avait publié en collaboration avec Luc Richard un livre consacré à la Chine qui allait à l'encontre du consensus sinophile : *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* se demandaient les deux journalistes. Cinq ans plus tard il faut malheureusement répondre par l'affirmative : le pays de Confucius et de Mao est devenu « *Le vampire du milieu* ». Ce n'est pas seulement « l'atelier du monde » qui semblait utile pour renforcer la rentabilité du capital occidental, mais un formidable système de captation des technologies, des matières premières, des ressources énergétiques...

Quels sont les ressorts qui assurent l'efficacité de ce système ? Pourquoi cet empire placé sous la dictature du Parti communiste chinois suscite-t-il autant de complaisances et de connivences dans

notre pays ? Est-il possible de résister à l'expansion chinoise ?

● Mercredi 20 octobre - Ancien élève de l'École Nationale Supérieure et de l'ENA, Arnaud TEYSSIER exerce d'importantes responsabilités dans l'administration tout en publiant régulièrement ses travaux historiques. Il nous avait présenté sa biographie de Lyautey et celle de Péguy, « *Louis-Philippe de Louis-Philippe et la France* » et un essai sur Richelieu.

Mais pourquoi s'intéresser au dernier roi des Français, si souvent moqué et méprisé ? Après une longue recherche, Arnaud Teyssier nous fait découvrir en « *Louis-Philippe, le dernier roi des Français* » un « homme rare » (selon le mot de Victor Hugo) qui s'efforça de rassembler les Français, parvint à maintenir la paix et voulut faire de la France, alors prospère, une société moderne dont les progrès seraient garantis par la monarchie parlementaire. L'échec final de Louis-Philippe, qui est l'échec du libéralisme politique, ne saurait nous dissuader de puiser maintes réflexions dans l'histoire de cette monarchie tricolore que le défunt comte de Paris a justement célébrée.

● Mercredis 27 octobre et 3 novembre - pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Plus qu'une révolte !

Les choses tournent mal pour Nicolas Sarkozy et ses affidés. Je ne me fie pas aux sondages mais à la stratégie de l'Élysée et à l'évolution des rapports de force en France. Pendant tout l'été, le chef de l'UMP est resté le maître du jeu mais ce sont les grévistes et les manifestants qui ont rythmé le mois de septembre – et non pas des cortèges exigeant le renvoi d'un maximum de « Roumains ».

La démagogie du Président des riches est aujourd'hui en échec : dans la bataille politique pour la conservation de sa place, il refait la campagne présidentielle de 2007, exploitant comme on sait la thématique sécuritaire et xénophobe face à une gauche toujours « en retard » sur ce plan. Ce faisant, il fait irrésistiblement penser aux généraux des années trente qui voulaient refaire la guerre de 1914-1918 face à la nouvelle armée allemande. Nous expliquons dans ce numéro que Marine Le Pen ne rentrera pas obligatoirement dans les plans sarkozystes et il n'est pas sûr que la gauche se donne une candidate aussi facile à vaincre que Ségolène Royal.

Surtout, Nicolas Sarkozy est en train de se heurter à un énorme obstacle dans l'offensive de classe qu'il mène contre notre système de retraites. Il semble avoir estimé qu'il vaincrait les syndicats comme en 2003 mais, là encore, la bataille est différente : les futurs salariés lycéens et étudiants, les salariés en activité et les retraités ont compris depuis longtemps que la « rupture » sarkozyste était faite pour ruiner l'ensemble de notre système de protection sociale.

Nous sommes à l'opposé d'une protestation égoïste, nous ne sommes pas dans une réaction de défense corporative avec ces « braves gens pris en otages » qui bénéficiaient de la sollicitude de TF1. Pour les grévistes et les manifestants comme pour cette forte majorité de citoyens qui sympathisent avec eux, la logique criminelle du capitalisme financier est devenue évidente et la complicité du gouvernement des riches non moins avérée. C'est déjà plus qu'une



révolte : une révolution politique s'est faite en esprit. Elle s'accompagne d'un mouvement social exceptionnel.

Les manifestations auxquelles nous participons montrent la solidarité de toutes les générations contre la réforme des retraites, contre l'ultra-libéralisme et contre les oligarques de droite : c'est là une défaite pour toute une droite qui misait, campagne de presse à l'appui, sur le conflit entre jeunes et vieux. Les parents ont peur pour leurs enfants et petits-enfants, les enfants veulent protéger leurs parents et, dès l'adolescence, ils savent qu'ils doivent lutter pour ne pas finir dans la gêne ou la misère. A l'optimisme d'une jeunesse

éblouie par elle-même – celle des années soixante – a succédé une prise au sérieux fondée sur une expérience concrète de la régression sociale.

La gravité des uns, le désespoir des autres, jeunes ou vieux, ne se dissiperont pas par quelques rodomontades contre les voyous et par des rafles d'étrangers – les étrangers pauvres car les grands mafieux, qui n'ont jamais de problèmes de visa, mènent grand train sans être inquiétés. Il faut aussi souligner un phénomène social qui se manifeste depuis 1995 : les retraités sont de toutes les manifestations et les conseillers de Nicolas Sarkozy ont tort de considérer que les vieux sont tous des conservateurs peureux, qui ont la phobie des jeunes étrangers et qui voteront les yeux fermés pour celui qui a juré de débarrasser la France de ses voleurs de poule et de sacs à main. Là encore, quel mépris !

Nous sommes engagés dans une lutte qui ne cessera pas si un compromis sur les retraites parvient à être trouvé entre les syndicats réformistes et l'Élysée. Dans les rues de France, les slogans et les panneaux des manifestants le disent haut et fort : ce n'est plus le « Sarko » bling-bling qui est conspué, c'est le Président des riches qui est récuse, c'est l'ultra-libéralisme qui est rejeté.

Nous sommes encore loin de la victoire. Les oligarques de gauche se préparent à récupérer la révolte sociale puis à étouffer le désir de révolution comme ils l'ont toujours fait. Il faut les mettre au défi sur le programme de gouvernement. Il faut se mobiliser et militer pour la grève générale afin de créer une dynamique permettant de déjouer les calculs des infirmiers sociaux.

**Bertrand RENOUVIN**